

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE



CONSEIL DE SÉCURITÉ

Distr.
GÉNÉRALE
A/36/328
S/14547
17 juin 1981
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-sixième session
Points 22 et 34 de la liste préliminaire*
LA SITUATION AU KAMPUCHEA
QUESTION DE LA PAIX, DE LA STABILITE ET DE
LA COOPERATION EN ASIE DU SUD-EST

CONSEIL DE SECURITE
Trente-sixième année

Lettre datée du 15 juin 1981, adressée au Secrétaire général par
les représentants de la République démocratique populaire lao et
du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous, le Représentant permanent de la République démocratique populaire lao et le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la République socialiste du Viet Nam, avons l'honneur de vous faire tenir ci-joint la déclaration (annexe I) et le communiqué (annexe II) de la Conférence des ministres des affaires étrangères du Viet Nam, du Kampuchea et de la République démocratique populaire lao tenue à Phnom Penh, les 13 et 14 juin 1981.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire distribuer la présente note et les pièces jointes comme documents officiels de l'Assemblée générale, au titre des points 22 et 34 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de la
République démocratique populaire lao
auprès de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Vithaya SOURINHO

Le Chargé d'affaires par intérim de
la Mission permanente de la
République socialiste du Viet Nam
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) NGUYEN NGOC DUNG

* A/36/50.

ANNEXE I

DECLARATION

DE LA CONFERENCE DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES
DU VIET NAM, DU KAMPUCHEA ET DU LAOS

(Phnom Penh, 13-14 juin 1981)

1. Dépitée par la croissance des trois pays indochinois et surtout par les merveilles réalisations du peuple kampuchéen qui renaît et devient maître de son destin, ainsi que par la tendance grandissante des pays de la région à dialoguer les uns avec les autres, la clique dirigeante réactionnaire en place à Beijing comploté une nouvelle crise afin de renforcer la politique hégémoniste et expansionniste qu'elle applique en Asie du Sud-Est.

Tout en continuant à menacer d'infliger une deuxième leçon au Viet Nam, la clique réactionnaire des milieux dirigeants de Beijing provoque actuellement des incidents sanglants aux frontières entre le Viet Nam et la Chine et entre le Laos et la Chine, et intensifie la guerre psychologique, les incitations à l'émeute et les activités subversives, ainsi que les tentatives pour imposer un blocus et causer des perturbations portant atteinte à la vie économique du Viet Nam et du Laos. Il est particulièrement grave qu'agissant en collusion avec les impérialistes des Etats-Unis et avec la complicité de certains milieux dirigeants de l'Asie du Sud-Est, la Chine accroît les livraisons d'armes et de vivres à ce qui reste des troupes de Pol Pot et aux forces kmers réactionnaires en exil et les incite à former un "Front uni" de façon à masquer le fait qu'elle se sert continuellement de la clique de Pol Pot universellement condamnée en raison de sa politique de génocide, pour s'opposer à la renaissance du peuple kampuchéen, pour s'opposer aux pays indochinois, pour provoquer une confrontation entre les pays indochinois et les pays membres de l'ANASE et pour compromettre le dialogue dans la région. La Chine continue à aider et à encourager les activités perturbatrices et subversives des groupes maoïstes rebelles dans les pays de l'Asie du Sud-Est. En même temps, elle participe avec l'administration des Etats-Unis à une campagne internationale pour un blocus économique afin de faire pression sur le Viet Nam et les autres pays indochinois.

La situation actuelle a une fois de plus clairement montré à l'opinion publique mondiale que c'est la politique expansionniste et hégémoniste des dirigeants chinois agissant en collusion avec les impérialistes des Etats-Unis qui menace la sécurité et l'indépendance des pays indochinois et la paix et la stabilité des pays de l'Asie du Sud-Est.

2. Tout le monde sait que les peuples du Viet Nam, du Kampuchea et du Laos ont mené un long combat en vue de reconquérir l'indépendance de leurs pays respectifs et le droit de vivre en paix et en amitié avec les autres peuples du monde, et en premier lieu avec leurs voisins. Vu la menace persistante qui pèse sur leur indépendance nationale, les trois pays indochinois n'ont d'autre choix que de renforcer leur solidarité et l'assistance qu'ils se prêtent les uns les autres et de combattre ensemble l'agression. C'est là le droit sacré de légitime défense qu'ont toutes les nations. Comme cela a déjà été dit à maintes reprises,

/...

la présence des troupes vietnamiennes au Kampuchea n'a pour but que de parer à la menace que représente la Chine agissant de collusion avec les impérialistes et les réactionnaires, et n'est dirigée contre aucun pays tiers. Lorsque cette menace disparaîtra, le Viet Nam et le Kampuchea se mettront d'accord sur le retrait des troupes vietnamiennes du Kampuchea. Pour l'heure, si la paix et la stabilité le long de la frontière entre le Kampuchea et la Thaïlande sont garanties, le Viet Nam et le Kampuchea conviendront d'un retrait partiel des troupes vietnamiennes du Kampuchea.

La République socialiste du Viet Nam, la République populaire du Kampuchea et la République démocratique populaire lao rejettent à nouveau catégoriquement la convocation d'une conférence internationale sur le Kampuchea telle que la prévoit la résolution 35/6 de l'Organisation des Nations Unies.

Ils ne participeront pas à cette conférence. Toute résolution de l'Organisation des Nations Unies sur l'Asie du Sud-Est est illégale si elle porte atteinte à la souveraineté des pays de la région et si l'ONU persiste à reconnaître comme représentant du soi-disant "Kampuchea démocratique" la clique de Pol Pot coupable de génocide, qui a déjà été renversée par le peuple kampuchéen et déclarée illégale par l'humanité tout entière. Tant que Pol Pot et sa clique restent à l'Organisation des Nations Unies, celle-ci ne peut invoquer la Charte des Nations Unies pour travailler à la cause de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est. Les trois pays indochinois exigent résolument que l'Organisation des Nations Unies expulse la bande de Pol Pot, responsable du massacre de millions de personnes, et qui continue de s'opposer à la renaissance du peuple kampuchéen tout juste rescapé de l'enfer qu'elle avait créé pour lui; ils exigent également que le siège de Kampuchea à l'Organisation des Nations Unies soit rendu au Conseil révolutionnaire populaire du Kampuchea, seul représentant authentique et légitime du peuple kampuchéen.

La République socialiste du Viet Nam et la République démocratique populaire lao soutiennent pleinement l'attitude accommodante adoptée par la République populaire du Kampuchea, au sujet du problème des "réfugiés" kampuchéens en Thaïlande; le retour des "réfugiés" kampuchéens doit donc s'effectuer avec l'accord préalable du Kampuchea et de la Thaïlande, par l'intermédiaire d'un pays tiers ou d'une organisation internationale accepté par les deux parties.

3. La République socialiste du Viet Nam, la République populaire du Kampuchea et la République démocratique populaire lao condamnent vigoureusement la politique d'intervention et d'agression des autorités chinoises contre les trois peuples indochinois. La Chine doit immédiatement cesser ses attaques et ses provocations armées contre la République socialiste du Viet Nam et la République démocratique populaire lao, cesser immédiatement d'encourager, d'entraîner et d'équiper des réactionnaires lao exilés, qui sont ensuite renvoyés pour lutter contre le peuple lao et cesser d'encourager la clique de Pol Pot de lui envoyer armes et vivres, ainsi qu'aux autres forces khmers réactionnaires s'opposant au peuple kampuchéen.

La République socialiste du Viet Nam, la République populaire du Kampuchea et la République démocratique populaire lao réaffirment les propositions qu'elles ont faites le 28 janvier 1981, et font savoir qu'elles sont toujours disposées à signer avec la Chine des traités bilatéraux de non-agression et de coexistence pacifique. Ces propositions raisonnables et logiques ont recueilli le soutien et la reconnaissance d'une grande partie de l'opinion publique mondiale. Dans l'intérêt de l'amitié entre les peuples d'Indochine et le peuple chinois, les autorités chinoises devraient leur donner une réponse favorable.

La République socialiste du Viet Nam considère que, dans la situation présente, il est crucial de rétablir la paix et la stabilité à la frontière sino-vietnamienne. Dans cet esprit, la République socialiste du Viet Nam propose que la Chine s'entende rapidement avec le Viet Nam sur des mesures à prendre d'urgence pour restaurer la paix et la stabilité à leur frontière entre les deux pays, et reprendre dans les meilleurs délais la troisième série d'entretiens sino-vietnamiens, au niveau des vice-ministres des affaires étrangères, pour discuter des sujets de préoccupation communs, en vue de rétablir des relations normales entre les deux pays. Les mesures à prendre d'urgence pour restaurer la paix et la stabilité à la frontière entre les deux pays comprennent la cessation des hostilités, la séparation des troupes des deux pays et la création d'une zone démilitarisée. La question du calendrier et du lieu des entretiens sera réglée par la voie diplomatique.

La République populaire du Kampuchea et la République démocratique populaire lao soutiennent pleinement la proposition justifiée et les propositions raisonnables et cohérentes de la République socialiste du Viet Nam et exigent que la Chine y réponde favorablement.

4. Les trois ministres notent avec satisfaction que malgré la persistance de divergences sur un certain nombre de questions régionales, le dialogue entre les pays indochinois et les pays de l'ANASE a eu pour premier résultat de renforcer la compréhension mutuelle et de créer des conditions favorables à de nouvelles discussions et à la conclusion d'un accord sur les questions régionales sans pression extérieure. Les Ministres des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam et de la République populaire du Kampuchea sont très reconnaissants au Ministre des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao des visites qu'il a rendues à un certain nombre de pays du Sud-Est asiatique, et estiment que celles-ci contribuent de façon positive au processus de consultations entre les différents pays de la région. Désireux de voir rapidement aboutir le dialogue, dans l'intérêt de la paix, de la stabilité, de l'amitié et de la coopération en Asie du Sud-Est, les trois pays indochinois proposent ce qui suit :

a) La convocation d'une conférence régionale, réunissant les pays indochinois et les pays de l'ANASE, et consacrée aux sujets de préoccupation communs qui concernent la région, avec la participation, en tant qu'observateurs, du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à titre personnel, et de représentants de quelques autres pays à désigner d'un commun accord. Les questions à inscrire à l'ordre du jour seront proposées tour à tour par les pays indochinois et les pays membres de l'ANASE, en alternance et sur un pied d'égalité. Les pays indochinois proposent que la conférence se tienne à la mi-juillet 1981, à Rangoon, ou dans toute autre capitale asiatique désignée d'un commun accord.

b) Au cas où les pays de l'ANASE ne seraient pas encore prêts à participer à une conférence régionale telle que celle qui vient d'être décrite, les trois pays indochinois proposent, comme l'ont proposé certains pays membres de l'ANASE, la poursuite des consultations régionales bilatérales ou multilatérales entre pays de la région, en vue de discussions et d'un accord sur les sujets de préoccupation communs concernant la région.

c) Une conférence internationale à participation plus large convenue d'un commun accord par les deux parties sera convoquée pour entériner et garantir l'accord réalisé lors de la conférence régionale ou de consultations régionales. Si l'Organisation des Nations Unies cesse de reconnaître Pol Pot et sa clique, les pays indochinois envisageront la possibilité d'accepter que cette conférence internationale soit convoquée par l'Organisation des Nations Unies.

Les trois pays indochinois espèrent que dans l'intérêt de la paix et de la stabilité dans la région et dans l'intérêt de chaque nation, les pays membres de l'ANASE répondront favorablement aux présentes propositions empreintes de bonne volonté.

Phnom Penh, le 14 juin 1981

ANNEXE II

COMMUNIQUE

DE LA CONFERENCE DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DU VIET NAM,
DU KAMPUCHEA ET DU LAOS

(Phnom Penh, 13-14 juin 1981)

1. Sur l'invitation du Ministre des affaires étrangères de la République populaire du Kampuchea, une conférence des ministres des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam, de la République populaire du Kampuchea et de la République démocratique populaire lao s'est tenu à Phnom Penh les 13 et 14 juin 1981. M. NGUYEN CO THACH, ministre des affaires étrangères du Viet Nam, M. HUN SEN, ministre des affaires étrangères du Kampuchea et M. PHOUNE SIPASEUTH, ministre des affaires étrangères du Laos, ont procédé à un échange de vues sur la situation internationale et régionale et discuté des mesures visant à renforcer la solidarité et la coopération globale entre les trois pays.

2. Les ministres se sont chaleureusement félicité des succès remarquables remportés par le peuple kampuchéen dans sa prodigieuse entreprise de relèvement et des importantes réalisations des peuples vietnamien et lao en matière d'édification et de défense nationales. Ils ont exprimé la satisfaction toute particulière que leur a causé le succès des élections générales au Kampuchea, la convocation de la première session de la première Assemblée nationale du Kampuchea, et l'institution des nouveaux organes du pouvoir de la République populaire du Kampuchea. Ces événements sont des jalons historiques d'une importance cruciale dans la vie politique du peuple kampuchéen sur la voie de la maîtrise effective de son destin. En même temps, ils sont un témoignage éloquent de la stabilité et de la continuité de la situation au Kampuchea; les nouveaux succès enregistrés par les peuples du Viet Nam, du Kampuchea et du Laos ont rendu la situation dans la péninsule indochinoise meilleure que jamais. Toutes les tentatives d'expansionisme de la part de Peking, agissant en collusion avec les impérialistes et les réactionnaires, pour renverser la situation au Kampuchea et affaiblir le Viet Nam et le Laos ont échoué. Avec l'importante assistance de l'Union soviétique et de la communauté socialiste mondiale, et la sympathie et le soutien des pays non alignés et de l'humanité progressiste, les trois peuples indochinois sont certains de triompher de toutes les épreuves et de défendre fermement la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de leurs pays respectifs, contribuant par là à sauvegarder la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est et dans le monde.

Les trois ministres ont noté avec satisfaction le développement constant, tant par son ampleur qu'en profondeur, de la solidarité, de l'amitié et de la coopération militantes dans tous les domaines instaurés par les trois pays. Les projets de coopération dans les domaines de l'économie, de la culture, de

l'éducation, de la science et de la technique entre les trois pays ont été menés à bien, contribuant ainsi à accroître le potentiel de chacun d'entre eux et la force conjuguée qu'ils représentent ensemble. Les échanges croissants de délégations des partis, des gouvernements et des populations et le jumelage de différentes localités des trois pays ont apporté une contribution très importante au renforcement de la compréhension et de la confiance mutuelles entre les trois nations soeurs. Les trois ministres ont poursuivi leurs échanges de vues sur les préparatifs d'une conférence au sommet des trois pays.

3. Les trois ministres ont reconnu que la cause fondamentale de la tension internationale actuelle est la politique belliqueuse et agressive des forces impérialistes dirigée par les impérialistes des Etats-Unis agissant en collusion avec les réactionnaires de Beïjin. Les impérialistes américains intensifient frénétiquement la course aux armements, installent en Europe des missiles nucléaires à moyenne portée, créent une atmosphère de guerre froide et sapent la détente internationale, de concert avec d'autres forces impérialistes et réactionnaires d'Europe; ils interviennent brutalement dans les affaires intérieures du peuple polonais dans le but de séparer la Pologne du système socialiste mondial.

Particulièrement grave est le fait que le Gouvernement Reagan continue à jouer la carte de la Chine, s'efforce d'accroître le rôle militaire des militaristes japonais, intensifie son aide en matière d'armements aux dictateurs réactionnaires de l'Asie du Sud-Ouest et de la région du golfe Persique, de l'Amérique centrale, en particulier d'El Salvador, vient à l'aide d'Israël au Moyen-Orient, des racistes sud-africains, etc. ... dans le but de provoquer de nouvelles crises, de s'opposer à la marche des peuples du monde vers la libération nationale, de menacer l'indépendance de nombreux pays non alignés, et de saper la paix mondiale.

4. Les trois ministres ont fermement dénoncé et vigoureusement condamné ces desseins et actes belliqueux des forces impérialistes et révolutionnaires internationales. Ils ont exprimé leur chaleureuse appréciation des initiatives de paix de l'Union soviétique prises par le camarade L. I. BREJNEV au vingt-sixième Congrès du parti communiste de l'Union soviétique et de la proposition du 9 juin 1981 tendant à créer une zone de paix, de stabilité et de coopération dans la région méditerranéenne afin d'améliorer la situation internationale et de renforcer la confiance mutuelle entre différents pays et affirmé leur plein appui à de telles initiatives.

Les trois ministres ont hautement prisé le rôle joué par l'Inde et appuyé chaleureusement les propositions de paix avancées par ce pays et d'autres pays non alignés en vue de relâcher la tension internationale et de contribuer à la sauvegarde de la paix et de la stabilité dans le monde.

Les trois ministres ont vigoureusement dénoncé les desseins des forces de l'impérialisme et des autres forces réactionnaires qui essaient de liquider les réalisations du socialisme en Pologne, et ils ont exprimé leur entier appui aux mesures prises par l'Union soviétique et la communauté socialiste mondiale en vue d'aider le peuple polonais à sauvegarder les gains de la révolution.

Les peuples du Viet Nam, du Kampuchea et du Laos se sont à nouveau déclaré résolus à se ranger aux côtés des peuples asiatiques, africains et latino-américains dans la lutte pour la paix, l'indépendance nationale, la démocratie et le progrès social.

Les trois pays indochinois ont exprimé leur soutien résolu au peuple afghan frère qui, avec l'aide de l'Union soviétique et d'autres pays socialistes, lutte pour défendre les gains de la révolution d'avril. Ils ont appuyé la juste lutte menée par le peuple palestinien arabe sous la direction de l'OLP, contre l'expansionnisme israélien pour recouvrer ses droits nationaux fondamentaux, y compris le droit de créer son propre Etat. Ils ont sévèrement condamné les actes d'agression et de provocation d'Israël contre la Syrie et le peuple libanais et notamment le bombardement par des avions israéliens des réacteurs nucléaires de la République d'Iraq, qu'ils considèrent comme un acte d'agression extrêmement dangereux.

Les peuples des trois pays indochinois ont réitéré leur vive sympathie et leur plein appui au peuple namibien et autres peuples frères d'Afrique australe qui luttent pour l'indépendance nationale, contre la domination des racistes sud-africains.

Les trois pays indochinois ont condamné sévèrement la politique d'ingérence et de menace d'agression menée par l'impérialisme américain contre Cuba, le Nicaragua, la Grenade et ils ont exprimé leur appui total au peuple salvadorien et aux autres peuples héroïques d'Amérique latine dans leur lutte pour l'indépendance nationale et le progrès social.

Les peuples du Viet Nam, du Kampuchea et du Laos considèrent chaque succès remporté par les peuples du monde dans leur lutte comme un grand encouragement pour les trois peuples indochinois qui luttent contre la politique d'agression et d'intervention menée par les expansionnistes chinois agissant en collusion avec l'impérialisme et les autres forces réactionnaires pour défendre leur indépendance nationale respective et faire de l'Asie du Sud-Est une région de paix, de stabilité et de coopération, contribuant par là même à la sauvegarde de la paix mondiale.

PHNOM PENH, le 14 juin 1981

